

donneront plus d'importance qu'auparavant dans la société.

Pourrait-on mieux dire?

Et plusieurs années plus tard, ce même gouvernement conservateur, dans son discours du Trône du 13 mai 1991, admettait que les enfants sont les membres à la fois les plus importants et les plus vulnérables de la société; que son objectif était d'assurer une meilleure éducation et une meilleure protection aux enfants canadiens. Nous frôlons le sublime!

En écoutant ces belles promesses, prononcées avec des trémolos quasi néo-démocrates dans la voix, les citoyens ont pu croire, un instant, que le nouveau gouvernement serait peut-être, enfin, plus progressiste que conservateur. Ils n'avaient pas encore oublié le grand cri de Brian Mulroney, lancé au cours de la campagne électorale de 1984:

Our social programmes are a sacred trust, not to be tampered with.

Les vrais conservateurs ont dû frémir en entendant leur chef faire un tel acte de foi dans nos programmes sociaux, œuvre des gouvernements libéraux. Mais ils se sont rassurés en se disant qu'une fois au pouvoir, le gouvernement de Brian Mulroney ferait vite oublier cette petite phrase inconsidérée, mise au compte de sa propension à l'enflure verbale. Et pourtant, huit ans plus tard, tel un petit remord radoteur, elle revient hanter le premier ministre chaque fois qu'une nouvelle mesure régressive fait voler encore un éclat du «dépôt sacré». À titre d'exemple, rappelons les modifications apportées à l'assurance-chômage, l'abolition de l'aide au logement coopératif, la réduction de l'aide au logement social, tant et tant de mesures qui semblaient destinées à appauvrir encore davantage les familles canadiennes les plus démunies.

Non seulement le gouvernement a aboli un grand nombre de programmes sociaux existants, mais il a renoncé à la seule promesse qui aurait un peu soulagé les familles pauvres: le programme des garderies dont, depuis belle lurette, on parle moins que des «bébelles» constitutionnelles.

Ah! Comme je regrette de n'avoir ni l'éloquence ni la passion du regretté sénateur Croll quand il s'agit de la défense des pauvres et, en particulier, des enfants pauvres. S'il avait été parmi nous aujourd'hui, il nous aurait servi une de ses justes colères qui, sait-on jamais, aurait peut-être réussi à ébranler le cynisme tranquille des sénateurs d'en face dont, semble-t-il, la seule mission sur terre est de sanctionner dans les plus courts délais possibles tout projet de loi soumis par leur gouvernement, quelles qu'en soient les conséquences sociales.

Une fois de plus, pour des raisons purement électoralistes, le gouvernement a décidé que C-80 devait être voté à la vapeur, de manière à ce qu'il puisse distribuer des chèques à partir du 1er janvier. Comme par hasard, c'est la même date qu'on avait arbitrairement fixée pour la mise en œuvre de la TPS...

À la Chambre des communes, on a commencé à discuter de cet important projet de loi le 1er juin. Après deux jours de débats (oui, deux jours de débat!) le gouvernement a imposé la clôture, une mesure que les parlementaires un peu démocrates utilisent seulement dans des situations extrêmes. Comme c'est devenu son habitude, ce gouvernement a tenu un simulacre d'audiences publiques, imposant aux témoins des délais trop

courts pour préparer leurs mémoires et pour alerter l'opinion publique.

D'ailleurs, la plupart des témoins ont vigoureusement protesté contre ce coup de force qui ridiculise le processus démocratique, ou ce qu'il en reste, à la Chambre des communes!

Une fois de plus, un grand nombre de témoins qui n'ont pas eu la chance de se faire entendre, ou n'ont pas eu le temps de préparer leur mémoire, comptent sur le Sénat pour corriger cette injustice. Nous verrons bien si les très dociles sénateurs gouvernementaux feront preuve d'un sens démocratique plus aigu que leurs collègues de l'autre endroit.

À maints égards, le projet de loi C-80 est un projet de loi typique du gouvernement actuel. D'abord, on nous le présente comme un programme d'amélioration des prestations destinées aux enfants. On nous affirme qu'il s'agit simplement de combiner en une seule toutes les prestations existantes, bref, de rendre la vie plus facile aux citoyens, argument qui ne manque pas d'attrait en cette période de bureaucratie envahissante.

L'autre jour, j'ai entendu par hasard le ministre Benoît Bouchard expliquer (c'était à la télévision) de sa voix rassurante et caverneuse, qu'il s'agissait tout au plus de rationaliser, de simplifier, avec l'air de dire: allons, mes enfants, calmez-vous! Y a rien là!

Le sénateur Gigantès: Vous allez crever de faim, de façon à améliorer le système.

Le sénateur Hébert: Voilà! Mais quand le gouvernement nous parle de «rationalisation» et de «simplification», il y a lieu de se méfier. Il y a toujours anguille sous roche. Il suffit de gratter un peu pour révéler les vraies intentions d'un gouvernement qui semble n'avoir qu'un souci, réduire sur le dos des pauvres un déficit qui a, comme chacun sait, tout simplement doublé depuis qu'il est au pouvoir!

À première vue, C-80 paraît une mesure inoffensive, voire raisonnable. Selon ses promoteurs, il aurait aussi pour effet bénéfique de fondre en une seule allocation mensuelle l'allocation familiale, le crédit d'impôt remboursable pour enfant ainsi que le crédit d'impôt non remboursable.

Le gouvernement oublie de mentionner un petit détail: l'objectif réel de C-80 est de mettre un terme à l'universalité des allocations familiales, en dépit de la célèbre promesse de Brian Mulroney à l'effet qu'il ne toucherait jamais au «dépôt sacré», au «sacred trust», comme il décrivait nos programmes sociaux en 1984.

Comme pour s'excuser de cette inexcusable trahison, le gouvernement a l'audace de prétendre qu'il s'agit d'une mesure progressiste qui dirigera les fonds vers ceux qui en ont le plus besoin. Or, il n'en est rien. Le ministre des Finances soutient que C-80 fera grimper les prestations fédérales pour enfants de 400 millions de dollars par an, ou de 2,1 milliards sur cinq ans. Cependant, il semble oublier que son gouvernement a saigné le système de prestations pour enfants de plus de 3,5 milliards entre 1986 et 1991. Bref, les familles nécessiteuses ne recevront pas un sou de plus.

Or, depuis 1984, les initiatives des conservateurs n'ont cessé de miner la sécurité de la famille et de lézarder les fondations sur lesquelles les gouvernements libéraux avaient bâti le Canada.